

# L'entrepreneur, bâtitteur d'un **nouveau** **capitalisme**

Pour une croissance partagée





## **L'entrepreneur, bâtisseur d'un nouveau modèle de capitalisme**

La crise sanitaire du Covid-19 est venue révéler de manière crue et brutale les fragilités de notre société et les indispensables évolutions de notre modèle.

Les entrepreneurs de CroissancePlus ont la conviction que certains fondements de notre système économique et social doivent évoluer. Nous croyons que les entrepreneurs sont moteurs dans la résolution des défis économiques, sociaux et environnementaux d'aujourd'hui. Les solutions viennent toujours de ceux qui prennent des risques, qui s'engagent de manière innovante et qui entreprennent. Ils sont des centaines, des milliers à travailler pour réduire les émissions de CO<sup>2</sup>, pour limiter les déchets plastiques dans les océans, pour intégrer les personnes handicapées dans l'emploi, pour offrir la culture au plus grand nombre, pour apporter une médecine de pointe à tous. Les exemples sont innombrables et la créativité sans limite quand elle est au service du Bien Commun.

Au cours des dernières décennies, l'entrepreneur a trop souvent été cantonné à sa mission de pourvoyeur d'emplois, d'inventeur de nouvelles consommations ou de contribuable suspect. Aujourd'hui, son rôle s'étoffe et retrouve sa dimension originelle : celui qui assume le risque du réel dans la société, investit son capital et construit l'avenir. Progressivement, il redevient l'un des seuls à pouvoir proposer à tous de nouvelles solutions et de nouvelles perspectives.

Pour libérer l'initiative et les solutions, les lignes doivent maintenant bouger et se rapprocher du terrain, pour favoriser ce qui est concret, efficace, simple et utile.

## **L'entrepreneur, ciment social**

La période que nous traversons est un temps d'inquiétude économique et sociale : peur du déclassement, sentiment d'injustice quant à la répartition des richesses, faiblesse du dialogue social. Dans ce contexte anxiogène et politiquement dangereux, l'entrepreneur a toute sa place, car il offre à la société des perspectives concrètes

et innovantes. Il doit être en pointe pour construire un capitalisme plus redistributif qui permette un meilleur partage de la valeur et aligne les intérêts de tous autour du succès de l'entreprise.

## **Etat, entreprise, citoyen, qui fait quoi ?**

La crise est aussi un révélateur des limites de notre modèle public vertical et de son articulation avec le secteur privé. Dans ce temps de remise en question des rôles de chacun, nous avons l'opportunité extraordinaire de changer nos modes de fonctionnement pour donner à chacun la place qu'il mérite. Nous avons constaté au cours de la crise que les systèmes performants sont ceux basés sur une faible hiérarchie et sur le principe de subsidiarité : celui qui est le plus proche du terrain doit régler directement les problèmes s'il en a la capacité. Seul et lointain, l'Etat ne peut pas tout.

## **L'entreprise et son rapport au monde**

La mondialisation est une réalité économique, sociale, géographique et démographique incontestable. Mais son caractère impensé et incontrôlé génère des dysfonctionnements qui viennent également percuter notre société : menace écologique, polarisation des richesses, perte de souveraineté économique. Les entrepreneurs ont l'obligation d'être responsables face à ces difficultés, en repensant profondément leurs business models et en améliorant leur impact sur leur écosystème, leur environnement et la société.

Ce document présente notre vision pour un nouveau modèle de capitalisme. Basé sur notre expérience d'entrepreneur, il expose **notre conviction** et énumère les pistes concrètes que nous souhaitons explorer. **Ces axes de travail ne sont pas figés et sont ouverts à la contribution de tous.**



**Thibaut Bechetoille**  
Président de CroissancePlus



## **L'entrepreneur, ciment social**

**p7**

- › Rester les pionniers d'un capitalisme du partage
- › Les clefs du plein emploi sont dans nos entreprises
- › Pour un syndicalisme responsable



## **Etat, entreprises, citoyens : qui fait quoi ?**

**p15**

- › Donner à tous le pouvoir d'agir
- › Pour grandir, le public et le privé doivent être partenaires
- › Favoriser la solidarité interentreprise



## **L'entreprise et son rapport au monde**

**p21**

- › Produire en France : passer du discours au réel
- › Organiser notre indépendance numérique
- › Développer l'économie de l'impact





# L'entrepreneur, ciment social

Rester pionniers d'un  
capitalisme du partage

Les clefs du plein emploi  
sont dans nos entreprises

Pour un syndicalisme  
responsable

# Rester les pionniers d'un capitalisme du partage

Infirmiers, caissiers, livreurs, éboueurs, agents logistiques : il existe une distorsion grandissante entre la valeur sociale et économique de certains emplois et leur valorisation financière. Cette contradiction est vécue par nos concitoyens comme une injustice profonde qui donne lieu depuis plusieurs années à une crise sociale puissante. Aujourd'hui, les 10% de Français les plus favorisés gagnent en moyenne 7 fois plus que les 10% de Français les plus modestes<sup>1</sup>. Si ces écarts sont importants, ils sont toutefois fortement compensés par un système de redistribution extrêmement puissant qui place la France en haut de la liste des pays les moins inégalitaires de l'OCDE.

Cependant, **les inégalités de patrimoine, elles, demeurent fortes**. Les 10% des ménages les plus aisés concentrent plus de 50% du patrimoine total (immobilier, financier, autre), et la capacité des catégories les moins aisées à se constituer un patrimoine demeure très faible. Cette situation de **blocage de l'ascenseur social** nous invite à **repenser notre modèle de distribution de la valeur**.

Les oppositions entre détenteurs de capital et salariés ou prestataires créent un grand sentiment d'injustice et menacent gravement notre contrat social, et donc notre démocratie.

## NOTRE CONVICTION

**L'entreprise est le principal moteur de la mobilité sociale**. C'est la raison pour laquelle nous nous battons depuis plus de 20 ans pour faciliter **le partage du capital** et de la valeur avec nos collaborateurs, quel que soit leur statut. Nous pensons cependant que les outils de partage demeurent trop complexes et trop rares, y compris dans les entreprises basées sur la contribution de travailleurs indépendants, où la valeur est mécaniquement aspirée vers le haut.

Au-delà de l'intérêt patrimonial pour le salarié ou le prestataire qui en bénéficie, **le partage du capital est la clef pour aligner tous les intérêts** au service du succès commun dans l'entreprise. Aujourd'hui, nous devons franchir un pas supplémentaire, afin de trouver des solutions pragmatiques plus vertueuses qui répondent à l'aspiration de nos concitoyens.



## **NOS AXES DE TRAVAIL**

Construire de nouveaux modèles de partage du capital pour **massifier l'actionariat des salariés et partager la valeur créée par les plateformes, tout en garantissant une gouvernance efficace de l'entreprise.**

Pour cela, trois pistes peuvent être envisagées :

**Alléger la fiscalité et simplifier** les dispositifs existants : actionariat, participation, intéressement.

**Favoriser le développement de sociétés des salariés**, qui peuvent réunir l'ensemble des salariés actionnaires au sein de la gouvernance de l'entreprise.

**Ouvrir la possibilité aux contributeurs indépendants** d'être actionnaires ou d'investir dans les plateformes dont ils dépendent via des mécanismes de financement participatif.

# Les clefs du plein emploi sont dans nos entreprises

**21%** des entreprises en France déclarent être en pénurie de main-d'œuvre<sup>2</sup>. En 2016, elles étaient 10%. Nous-mêmes, dans nos entreprises, peinons à trouver les compétences dont nous avons besoin : soudeurs, agents de maintenance, développeurs, commerciaux...

En parallèle, le taux de chômage demeure élevé, et va augmenter de manière massive dans les prochains mois. **Trop de personnes sont « assignées à résidence »** car elles ne parviennent pas à trouver une place dans notre monde économique : jeunes, seniors, habitants des territoires ruraux ou périurbains.

**Le chômage en France est en réalité une accumulation de plusieurs types de chômeurs** qui peuvent avoir des origines différentes, mais qui peuvent aussi se cumuler : absence de formation, éloignement géographique, décalage culturel, prime à l'inactivité...

## NOTRE CONVICTION

Pour faire face à la résurgence d'un nouveau chômage massif né de la crise du Covid-19, nous devons mobiliser pleinement les entreprises.

Chaque cause de chômage a besoin d'une réponse différente. Si l'Etat peut garantir un cadre favorable, **la résolution des problèmes sociaux et économiques se fera par l'entreprise et les associations**, au plus près du terrain. En parallèle, les aides et assurances sociales doivent être modernisées pour supprimer les trappes à inactivité et rendre le travail toujours plus rémunérateur que les allocations et aides issues de la solidarité.

La création d'emploi est **un sujet global** qui dépend de nombreux facteurs : compétitivité et coût de production, formation des personnes, transmission, législation du travail...

## **NOS AXES DE TRAVAIL**

**Activer l'ensemble des leviers de compétitivité** détaillés dans ce document, et notamment la réforme de la fiscalité locale, afin d'encourager le développement des entreprises et la création d'emplois.

**Casser les effets de seuils** des allocations sociales en instaurant un système linéairement dégressif en fonction des revenus.

**Encourager la création d'écoles de formation internes** aux entreprises, ou **mutualisées** entre plusieurs entreprises qui rencontrent le même problème de recrutement, notamment en intégrant davantage ces dispositifs à l'offre de Pôle Emploi.

**Permettre à un candidat et à un employeur de faire un pari commun** sur le développement d'un projet au sein de l'entreprise.

# Pour un syndicalisme responsable

**8,4%** c'est le taux de syndicalisation en France dans le secteur privé<sup>3</sup>. Sa faiblesse résulte du modèle "militant" du syndicalisme français, revendiqué par la plupart des grandes centrales et limite l'offre syndicale proposée aux salariés qui, ne se retrouvant pas dans les combats des grandes centrales, n'ont d'autre choix que l'abstention et ne sont donc pas représentés. Par ailleurs, nous constatons chaque jour que **ce modèle militant se transforme de manière quasi mécanique en modèle contestataire**, pénalisant lourdement le bon fonctionnement de l'économie. **Il est par exemple artificiel et dangereux, dans un contexte épidémique d'opposer de manière absolue l'impératif économique et l'impératif sanitaire.** Les deux sont liés, et **le sacrifice économique impliquera automatiquement une détérioration de la situation sanitaire** (absence de médicaments, perte de moyens pour l'Etat, absence de biens divers) **mais aussi sociale.**

D'autres centrales favorisent toutefois le dialogue et tentent de proposer un syndicalisme de service, plus indépendant et plus respectueux de la concorde sociale.

**Le progrès social n'est pas exclusivement le fruit de la lutte et du conflit.** A l'inverse, nous croyons que la division et la violence ne sont jamais des remèdes mais plutôt des pathologies sociales à éviter.

## NOTRE CONVICTION

L'amélioration du dialogue social est un enjeu central dans la refonte de notre modèle économique. Nous pensons que le modèle syndical doit être profondément repensé pour **ne plus entretenir l'opposition stérile entre capital et travail, entre l'humain et l'économie.** Nous croyons également que **l'émergence d'un syndicalisme responsable, puissant et plus représentatif est une nécessité sociale**, afin de garantir la protection de tous dans une économie performante. Pour atteindre cet objectif, **les corps intermédiaires doivent être plus indépendants de l'Etat**, en fondant leur légitimité et leur financement sur leur base adhérente, et donc sur les services qu'ils leur proposent. Nous souhaitons aussi permettre l'émergence de nouvelles offres syndicales, qui permettraient d'accroître le taux de participation aux élections et donc la légitimité des élus.

## **NOS AXES DE TRAVAIL**

**Développer l'indépendance financière** des syndicats vis-à-vis de l'Etat, en passant d'un modèle de subvention à un modèle de cotisation.

**Enrichir la mission des syndicats de salariés et des syndicats patronaux** en renforçant leurs propositions de service et d'accompagnement des adhérents.





## État, entreprises, citoyens : qui fait quoi ?

Donner à tous le pouvoir d'agir

Pour grandir, le public et le privé  
doivent être partenaires

Favoriser la solidarité interentreprise

# Donner à tous le pouvoir d'agir

**56,4%** cela correspond au niveau des dépenses publiques en France en 2019<sup>4</sup>. En 2020, ce niveau s'envolera bien au-delà de ce chiffre, sous la pression conjuguée de la baisse de l'activité et de l'augmentation de la dépense, en particulier de la dépense sociale. Conséquence directe de cette augmentation : **les prélèvements obligatoires sur les entreprises françaises représentent 62% du résultat avant impôts**. C'est deux fois plus qu'en Angleterre, et 50% de plus que la moyenne européenne. Concrètement, cela nous pénalise face aux entreprises étrangères, limite nos investissements et réduit nos embauches.

Particuliers, entreprises : **nous payons tous les conséquences de cette préférence pour la dépense publique et pour la complexité**. Les générations futures doivent porter une dette qui ne cesse de s'alourdir (98,7% du PIB, sans compter les dernières dépenses engagées), malgré un niveau global des prélèvements qui atteint des records.

Surtout, nous constatons que malgré ce niveau record d'étatisation des revenus et des dépenses, **notre système public, héritier d'une longue tradition centralisatrice, ne parvient pas à s'adapter efficacement aux défis de notre époque**. La crise du Covid-19 a révélé les difficultés du système de santé, mais aussi du secteur économique à faire face aux normes rigides imposées par l'Etat et l'administration parfois sans distinction. Pourtant, **chaque situation est déterminée par une réalité différente** : géographie, population, tissu économique, industriel, urbain...

Niveau de dépense sociale record, fuite en avant de l'endettement public, faible efficacité marginale des dépenses publiques, inadaptation aux réalités du terrain, superposition de nombreuses couches administratives : **la crise actuelle nous pose un défi systémique**. Il ne s'agit plus de chercher à identifier les dépenses publiques à raboter, mais plutôt de **repenser structurellement notre modèle, en laissant plus de place aux acteurs de terrains, qu'ils soient publics ou privés**.

## NOTRE CONVICTION

Nous croyons que le modèle public vertical et hiérarchique, basé sur une superstructure protectrice et omnipotente, est désormais obsolète. Le secteur public tel qu'il est configuré se retrouve de plus en plus dans l'incapacité de prévoir et d'anticiper convenablement les défis auxquels nous devons faire face, malgré une augmentation permanente et ininterrompue



de ses moyens depuis un demi-siècle. **Nous devons amorcer une réflexion profonde et urgente afin de favoriser l'émergence d'un modèle public plus ouvert, plus horizontal, plus responsabilisant et plus proche des réalités du terrain.**

## **NOS AXES DE TRAVAIL**

**Démultiplier l'impact positif de la dépense publique** en impliquant davantage la société civile et le secteur associatif pour résoudre les problèmes sociaux et économiques, en s'inspirant des modèles « open source ». Certains champs d'action s'y prêtent particulièrement, comme par exemple le retour à l'emploi ou l'accompagnement à l'entrepreneuriat.

**Renforcer l'efficacité des échelons territoriaux**, en intégrant davantage les départements et les régions, mais aussi les communes et intercommunalités pour accroître l'efficacité de la dépense publique et la proximité avec les citoyens.

**Décentraliser l'application de la loi** pour être au plus près des Français mais pas l'interprétation de la loi afin d'éviter qu'un même texte soit mis en œuvre de façon différente sur le territoire.

# Pour grandir, le public et le privé doivent être partenaires

**La crise du Covid-19 entraîne une crise de la demande**, tant sur le marché des consommateurs que sur le marché B2B et institutionnel. En parallèle, la confiance des entrepreneurs fléchit significativement et les recettes de l'Etat et des collectivités vont fortement reculer.

**Au cœur de ces difficultés, notre pays peut toutefois compter sur une commande publique d'environ 200 milliards d'euros, soit 10% du PIB.** Il s'agit donc d'un levier considérable pour le développement économique, qui pourrait être mieux utilisé pour accompagner les entreprises dans leur redémarrage. La grande complexité administrative constitue un premier obstacle à lever : la France compte 132 652 autorités contractantes compétentes pour la passation de marchés publics quand l'Allemagne en compte 30 000, le Royaume Uni 5 000 et la Suède 3 700. Ce système illisible accroît le nombre de règles applicables. Viennent des procédures dans l'ensemble très longues : entre la publication de l'offre et l'attribution du contrat, le délai moyen est de 92 jours en France contre 58 en Allemagne et 62 en Suède.

Au-delà de ce sujet, l'action publique peut aider le secteur privé à grandir et à se renforcer, sans pour autant s'y substituer. Les temps de crise nous prouvent que le secteur privé est aussi un bien commun au service de tous.

## NOTRE CONVICTION

Les lourdeurs administratives sont autant de difficultés et de barrières pour les PME qui biaisent de fait les appels d'offre. Pour que les PME puissent également bénéficier de la commande publique, pour que le tissu social local soit redensifié, et pour que le secteur public bénéficie de l'énergie et de la créativité des entreprises, CroissancePlus propose une version européenne du « Small Business Act » américain. **La commande publique doit pouvoir bénéficier à l'ensemble des PME qui œuvrent sur le territoire français et européen et qui salarient des millions de personnes dans nos régions.**

## NOS AXES DE TRAVAIL

**Appliquer concrètement le « Small Business Act » européen**, en renforçant les textes et dispositifs du SBA européen déjà existant.

**Adopter un « Buy European Act »** pour orienter la commande publique de l'Union européenne vers les entreprises européennes et pour renforcer notre autonomie stratégique (cf. p.22)

# Favoriser la solidarité interentreprise

La crise que nous traversons a montré le pire et le meilleur des relations entre les entreprises. Certains grands donneurs d'ordres se sont mobilisés pour soutenir tout leur écosystème. A l'inverse, d'autres ont tenté de transférer leurs difficultés à leurs sous-traitants, pourtant bien plus fragiles qu'eux.

Au-delà de cet événement révélateur, 30% des dirigeants de PME dénoncent la complexité et la lenteur des procédures dans les grands groupes, notamment pour la facturation et les paiements<sup>5</sup>. Ce chiffre illustre **la fracture culturelle et organisationnelle entre deux mondes** : celui des PME, plus agile mais aussi plus fragile financièrement, et celui des grands groupes, plus complexe mais souvent plus stable.

Les horizons de temps et de géographie entre grandes et petites entreprises ne sont pas les mêmes. L'amélioration du dialogue entre ces deux types d'entreprises est pourtant un enjeu majeur dans notre pays, où le tissu économique demeure structuré autour de nos grands groupes historiques.

## NOTRE CONVICTION

Si le conflit est néfaste pour le dialogue social, il l'est également pour les relations entre entreprises. **Chaque point de blocage dans les relations PME - grands groupes doit être traité de manière pratique et positive**, afin de favoriser la croissance commune et le "chasser en meute". Les petites entreprises ne sont pas des réserves de trésorerie, et elles ne peuvent pas gérer la complexité d'une très grande entreprise.

A l'inverse, les grandes entreprises ont une responsabilité forte vis-à-vis des plus petites, à la mesure de leur dimension et de leur implantation. **Dans les opportunités mais aussi dans les crises, la solidarité économique doit pouvoir être renforcée.**

## NOS AXES DE TRAVAIL

**Assouplir le crédit inter-entreprises** en supprimant la condition de « lien économique » entre l'entreprise prêteuse et l'entreprise emprunteuse pour passer **d'une logique de solidarité sectorielle à une logique de solidarité territoriale.**

**Simplifier le formalisme** des grands groupes, notamment sur la facturation.

Favoriser le rapprochement des cultures **en faisant siéger des patrons de PME aux Conseils d'Administration des grands groupes et réciproquement.**





# L'entreprise et son rapport au monde

Produire en France : passer du discours au réel

Organiser notre indépendance numérique

Développer l'économie de l'impact

# Produire en France : passer du discours au réel

Pénurie de masques, manque de respirateurs artificiels, dépendance à l'Asie de nos approvisionnements en médicaments... La crise que nous traversons met en lumière tout le drame que constitue la désindustrialisation de la France, avec ses conséquences stratégiques mais également sociales et territoriales.

Au-delà des solutions simplistes, pour sauvegarder le tissu industriel existant et pour qu'une nouvelle offre émerge, les entreprises ont besoin de renouer avec la compétitivité. Représentant 3,2% du PIB, les taxes de production sont une entorse majeure à cette compétitivité. **Elles viennent parasiter la chaîne de valeur de l'entreprise en l'alourdissant d'emblée.** Couplées à **une taxation de la transmission encore trop lourde**, ce mécanisme fiscal a détruit des pans entiers de l'économie dans les territoires.

Nous sommes donc dans une situation ubuesque où **le financement des collectivités pénalise le développement économique du territoire dont elles ont la charge, et asphyxie lentement des industries dont nous regrettons amèrement la disparition aujourd'hui.**

Ajouté à cela, nous ne pourrions pas faire l'économie **d'une remise en cause profonde de la politique commerciale commune de l'Union européenne.** En priorité, il s'agit d'introduire une réciprocité minimale dans nos échanges, en imposant des droits compensateurs aux entreprises qui vendent librement au sein de notre espace économique sans pour autant respecter les mêmes contraintes sociales et environnementales que nos entreprises.

## NOTRE CONVICTON

Pour permettre le retour d'une capacité de production significative sur notre territoire, il est avant tout nécessaire d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises et de **leur permettre de réinvestir.** Pour cela, plus qu'une baisse de l'impôt sur les sociétés, **les réformes de la fiscalité locale et de la transmission nous semblent indispensables.**

En outre, il devient nécessaire d'avoir **une approche plus réaliste de notre politique commerciale européenne,** en prenant prioritairement en compte le besoin d'autonomie stratégique de notre continent.

## NOS AXES DE TRAVAIL

Faciliter le recours des PME et ETI aux obligations afin de leur redonner **des marges de manœuvre pour investir, notamment après la nouvelle phase d'endettement liée à la crise sanitaire**. Envisager une intervention publique pour garantir une offre à **très faible taux et forte maturité**.

**Réactiver le dispositif de suramortissement des investissements** mis en place entre 2015 et 2017.

**Créer un « big bang de la compétitivité »**, en supprimant tous les impôts de production et en cherchant de nouveaux outils de financement pour les collectivités locales, dans le respect des principes de base d'une économie entrepreneuriale.

**Poursuivre le travail de simplification des transmissions**, afin de pérenniser les entreprises et les emplois dans les territoires.

**Etablir des règles commerciales équitables** aux frontières de l'Union européenne et entre les pays membres, afin de permettre une juste concurrence qui prenne en compte nos modèles sociaux et environnementaux.

**Adopter un « Buy European Act »** pour renforcer l'autonomie stratégique de l'Union européenne (cf. p 18)

# Organiser notre indépendance numérique

**95%** c'est la part de marché de Google en France sur l'activité des moteurs de recherche<sup>6</sup>. Pour le dire autrement, **Google a aujourd'hui le monopole de la recherche sur Internet**. Cela signifie que n'importe quelle entreprise, notamment B2C, souhaitant être visible sur Internet doit payer à Google ce qui s'assimile de plus en plus à **une taxe de référencement**.

Souvent facturée au mot clef et au clic, **cette taxe augmente de manière continue** depuis plus de 10 ans, et capte une grande partie des moyens financiers de nos entreprises. En parallèle, **l'espace gratuit accessible au référencement naturel se réduit de plus en plus**, et quitte progressivement la première page de recherche.

Cette situation est alarmante car le déséquilibre est tel que nous n'avons ni pouvoir de négociation, ni alternative pour exister face aux GAFA aujourd'hui **seules voies d'accès au marché des consommateurs**. Une part non négligeable des fonds que nous levons, y compris l'argent du contribuable investi par la Banque Publique d'Investissement, sert donc à rémunérer Google.

Au-delà de la réalité économique se dessine également **un enjeu de souveraineté et de démocratie** : les données personnelles de millions de nos concitoyens sont détenues par des entreprises certes efficaces mais également étrangères, limitant par-là notre indépendance en temps de crise.

## NOTRE CONVICTION

**Ces situations de monopole sont dangereuses** pour nos entreprises, mais aussi pour le consommateur et pour notre souveraineté économique. Elles tirent les prix vers le haut, la qualité vers le bas et permettent à des entreprises de **s'octroyer un pouvoir de régulation et de taxation qui revient normalement aux pouvoirs publics**. Nous pensons que le régulateur doit désormais rétablir les conditions d'une concurrence plus saine, spécialement dans le secteur numérique.



## **NOS AXES DE TRAVAIL**

Avec toutes les parties prenantes concernées, **inciter la Commission européenne à rétablir une situation de concurrence** dans le numérique en utilisant tous les moyens nécessaires, y compris en demandant en dernier ressort le démantèlement.

**Fiscaliser équitablement** les entreprises, quelle que soit leur implantation dans l'Union européenne

**Encourager les grandes entreprises européennes à choisir des solutions numériques européennes**, même si elles émanent d'entreprises plus petites que leurs concurrentes américaines.

**Favoriser l'émergence d'initiatives d'écosystèmes** qui associent petits et grands acteurs du continent européen.

# Développer l'économie de l'impact

**Pour**  
**56,4%** des Français, la priorité donnée au résultat financier constitue le premier frein au développement de l'intérêt général dans l'entreprise<sup>7</sup>.

Pourtant, l'entreprise a un impact qui dépasse largement la performance. Les consommateurs, les collaborateurs, les citoyens dans leur ensemble attendent qu'elle s'engage, et considèrent qu'elle est un des principaux moteurs de la construction d'un futur durable. Nos entreprises proposent de nouveaux modèles et veillent à s'intégrer dans un écosystème vertueux, avec des fournisseurs qui s'engagent sur cette même voie.

Les exemples d'entreprises à impact sont nombreux et les champs d'actions sont multiples : environnement, social, sociétal. Des entreprises cherchent à résoudre le problème des déchets plastiques ; d'autres compensent l'impact carbone de leur production ; certaines encore s'emploient à favoriser l'inclusion des plus âgés ou des personnes handicapées. Les initiatives sont innombrables, et la créativité déployée par les entrepreneurs est sans limite.

Il ne s'agit pas d'un effet de mode mais d'une transformation profonde, irréversible et inéluctable de notre économie pour répondre aux défis de demain. La jeune génération, consciente des enjeux écologiques et sociétaux à venir et voulant s'investir dans des « projets qui ont du sens » nous oblige à aller vite et loin. Dernièrement, les entreprises ont su démontrer leur engagement au service de la société, en se tournant massivement vers la production de besoins et services nécessaires à la lutte sanitaire.

Côtés financeurs, de nouveaux critères d'investissement vont se renforcer et rejoindre les attentes de l'opinion et des consommateurs : la capacité de résilience, la valeur des équipes, la fidélité des clients, l'impact de l'entreprise dans son écosystème et sur son territoire, la capacité stratégique qu'elle apporte à la communauté nationale...<sup>8</sup>

La chaîne de financement devra se mobiliser pour apporter les fonds nécessaires au développement des entreprises qui intègrent ces critères responsables.

## NOTRE CONVICTION

**Les entreprises ne peuvent plus être valorisées uniquement sur leurs performances financières et comptables**, sans prise en compte des conséquences positives ou négatives de leurs actions. Ce manque devient problématique, car les entreprises engagées n'ont pas de système d'évaluation fiable pour se démarquer et valoriser leurs actions auprès de leurs clients, fournisseurs, consommateurs, collaborateurs, financeurs...

**Valoriser l'engagement est avant tout un impératif éthique**, car il nous revient d'assumer notre responsabilité d'entrepreneur. **Mais cet impératif est également économique**, car nous savons que nos consommateurs, fournisseurs et collaborateurs n'accepteront de nous suivre que si, au-delà de notre succès économique, nous servons le bien commun.

Love money, business angels, venture capitalists de series A, B, C : chaque acteur de la chaîne de financement intègre progressivement ce changement de paradigme dans son modèle d'investissement. **Mais nous avons désormais besoin d'un nouvel outil** qui permette d'accélérer ce changement.

## NOS AXES DE TRAVAIL

Proposer une méthode adaptée pour mesurer la valeur positive ou négative des actions de l'entreprise en interne et dans son environnement. Concrètement, **les actifs immatériels de l'entreprise pourraient être mieux valorisés, et notamment les internalités et externalités positives ou négatives**, quelle que soit la taille de l'entreprise.

Le financement des entreprises à impact doit également être facilité, tant nous avons la conviction que ce critère sera différenciant dans les années à venir. Pour cela, nous proposons **la création d'une bourse européenne dédiée aux entreprises à impact**, afin de construire les champions économiques de demain, en accord avec les exigences émergentes des opinions publiques. La création d'une bourse européenne de l'impact permettra **d'agir comme un catalyseur** au sein de toute la chaîne de financement, et accélèrera le développement de sociétés plus respectueuses de l'environnement, de l'Homme, mais aussi de l'autonomie stratégique des populations européennes.

# Conclusion

La période que nous traversons est une démonstration brutale de la fragilité de notre société et de ses indispensables évolutions.

Mais elle révèle également une prise de conscience de la formidable solidarité de nos acteurs économiques et de l'ensemble de la société civile, prête à construire demain.

Entrepreneurs, nous pensons que ce moment représente un accélérateur de la transformation de nos systèmes et de nos habitudes.

Le moment est venu de reconstruire un modèle où chacun jouera son rôle en responsabilité, de manière efficace et positive.

Les entrepreneurs peuvent déployer leur énergie et mettre une créativité sans limite au service de tous pour résoudre les grands défis économiques, sociaux et environnementaux de notre temps.

**Faisons confiance aux entrepreneurs !**

## Sources

- (1) INSEE, Observatoire des inégalités, Rapport 2019
- (2) INSEE, Note du 17 décembre 2019
- (3) Ministère du Travail, Octobre 2018
- (4) INSEE, 2019
- (5) Étude "David avec Goliath, 2019", Raise, Bain & Company
- (6) StatCounter Globalstats
- (7) Enquête de l'observatoire de l'intérêt Général, Klesia, mai 2017.
- (8) « Retour à l'anormal ou à la normale : les opérations financières post covid à l'aube d'une transformation », SevenStone et B-Harmonist, mai 2020

# Présentation de CroissancePlus

**CroissancePlus** : premier réseau français des entrepreneurs de croissance.

**Créateurs et dirigeants** de leur entreprise, les entrepreneurs de CroissancePlus partagent leur expérience et leur pragmatisme afin d'éclairer la décision publique.

**Force de propositions**, les entrepreneurs agissent pour une réforme de l'environnement économique, social et juridique de l'entreprise. Reconnue des pouvoirs publics et des leaders d'opinion, CroissancePlus œuvre depuis 1997 à la relance de la croissance et des créations d'emplois.





**Lieu d'échanges et de rencontres** propice au développement des synergies entrepreneuriales et au partage d'expériences, CroissancePlus constitue un réseau performant d'entrepreneurs qui a vocation à développer l'esprit d'entreprise.





# Croissance<sub>plus</sub>



 @CroissancePlus  
 CroissancePlus  
 [contact@croissanceplus.com](mailto:contact@croissanceplus.com)  
 01 56 88 56 20

[www.croissanceplus.com](http://www.croissanceplus.com)



CarréCollé



PEFC  
10-31-1556

Ce document a été imprimé par Carré Collé, entreprise adaptée et certifiée.  
Il est éco-conçu, et imprimé sur du papier certifié PEFC,  
100 % recyclé, avec des encres végétales.

